



Déclaration liminaire CSA SPIP 34 du 19 Mars 2024

Monsieur Le Président,

En ce jour de mobilisation nationale et intersyndicale des agents de la fonction publique, nous, élus de la CGT SPIP 34 condamnons solidairement l'absence de toute perspective de mesures générales d'augmentation des rémunérations dans la fonction publique dans un contexte d'inflation encore soutenue.

Loin de répondre sur la question des rémunérations et des conditions de travail, le Président de la République a réaffirmé la mise en perspective d'une loi, qu'il qualifie « d'historique », pour la fonction publique visant selon lui à mieux reconnaître le « mérite ». Alors même que la fonction publique n'est mentionnée dans aucun portefeuille ministériel, les organisations syndicales dénoncent une manœuvre visant à esquiver l'urgence de la revalorisation et risquant de créer des divisions parmi les agent-es et de nouvelles inégalités, notamment entre les femmes et hommes. Les agent-es ne sont pas dans l'attente de « mérite » mais d'une rémunération qui leur permette de vivre dignement et soit prise en compte pour le calcul de leurs pensions.

Dans ce droit fil de crispations financières, les informations descendantes des DISP, annoncent partout des baisses de budget de 30 à 40 %. Ces baisses touchent plus particulièrement les budgets dédiés à l'insertion, qui comprend les activités culturelles ; le budget dévolu aux aménagements de peine dont les Placements Extérieurs et les budgets de fonctionnements qui permettent, outre le règlement des factures d'énergie et les consommables indispensables au fonctionnement même du service public ; comme la tenue de permanences délocalisées qui n'ont pour autre but, rappelons-le, que de permettre un service public de proximité répondant au principe constitutionnel d'égalité des usagers devant le service public.

Ce n'est pas, comme semblent le penser la DAP à travers ces choix désastreux, un moyen donné aux CPIP d'aller se balader et « profiter » de défraiements qui leur sont juste légitimement dûs.

Cette inquiétude n'est pas nouvelle et chaque année les SPIP se confrontent directement à l'austérité budgétaire et tirent le diable par la queue pour tenter d'assumer au mieux leurs missions de prévention de la récidive et d'insertion.

Quelle est cette politique si ce n'est celle du mépris ?

Les agents de terrain se sentent abandonnés dans l'exécution de leurs missions pourtant mise en avant par ailleurs : faire le tout avec rien ...n'est ce pas se moquer de l'idée même du service public et de ses usagers ?

Surtout si on s'en tient aux annonces contradictoires sur ce sujet du budget.

Où est cette augmentation annoncée ?

Si on peut se réjouir de l'arrivée de nouveaux collègues sur le 34 par le biais de la campagne de mobilité, là encore quels moyens pourront être mis en œuvre pour l'accueil de ces personnels dans de bonnes conditions de travail et leur permettre l'exercice correct de leurs missions ?

A Montpellier, le 19/03/ 2024

Les élus CGT SPIP 34

CGT SPIP 34

Espace Arc-en-Ciel 1021 Avenue de Toulouse 34000 MONTPELLIER

Courrier électronique : cgtspip34@gmail.com